

**Avenant à la CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
dans le cadre de la mise en œuvre du
Contrat Unique d'Insertion (CUI) et de
l'Insertion par l'Activité Economique pour 2018**

ENTRE

Le Département du Haut-Rhin, représenté par Madame la Présidente Brigitte KLINKERT, dûment habilitée à cet effet par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du 6 juillet 2018,
Ci-après dénommé « *le Département* »

d'une part,

ET

L'Etat, représenté par le Préfet du département du Haut-Rhin
Ci-après dénommé « *L'Etat*, »

d'autre part,

- VU** la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de Solidarité active et réformant les politiques d'insertion,
- VU** les articles L.5134-19-1 à L.5134-19-5, L.5134-20 à L.5134-34, L. 5134-65 à L. 5134-73 et R 5134-16 et suivants du code du travail,
- VU** les articles L 5132-1 à 4, L 5132-15 à 15-1, R 5132-37 à 43 du code du travail,
- VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L 262-1 et suivants,
- VU** le décret n° 2014-728 du 27 juin 2014 relatif aux modalités d'application de la participation financière des Départements à l'aide au poste d'insertion en faveur des structures de l'insertion par l'activité économique,
- VU** la délibération du Conseil Général n° CG-2009-3-4-3 du 26 juin 2009 relative à la mise en œuvre du revenu de Solidarité active dans le département du Haut-Rhin et approuvant ses modalités d'organisation,
- VU** la délibération du Conseil départemental n° CD-2017-7-10-1 du 21 décembre 2017 portant sur la Politique de la Solidarité,
- VU** la Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens dans le cadre de la mise en œuvre du Contrat Unique d'Insertion (CUI) et de l'Insertion par l'Activité Economique pour 2018 signé le 8 février 2018 ;
- VU** la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du Haut-Rhin, du 6 juillet 2018, autorisant la Présidente à signer le présent avenant,

Conviennt des dispositions suivantes :

ARTICLE 1 : L'Article 1 du volet 1 de la convention, relatif aux « Montant et durée de la décision d'attribution de l'aide à l'insertion professionnelle » est modifié et complété comme suit :

Pour les Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi (CAE) signés à partir du 1^{er} juillet 2018, le Département complètera le taux de prise en charge (aide à l'insertion professionnelle attribuée aux employeurs) à hauteur de 90 % du SMIC.

ARTICLE 2 : L'article 2 du volet portant sur les dispositions communes de la convention, relatif à la « Durée de la convention » est modifié et complété comme suit :

Les dispositions du présent avenant couvrent la période 1^{er} juillet 2018 au 31 décembre 2018.

Tous les autres articles de la Convention restent inchangés.

Fait à Colmar le _____,

Pour l'Etat,
le Préfet du département du Haut-Rhin

Pour le Département du Haut-Rhin,
la Présidente

Monsieur Laurent TOUVET

Madame Brigitte KLINKERT



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ANNEXE À LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE L'ÉTAT ET LE CONSEIL GÉNÉRAL

FINANCÉ PAR LE DÉPARTEMENT DE :

(indiquer le nom du département)

POUR L'ANNÉE

(indiquer l'année au format ssaa)

Article L. 5134-19-4 du code du travail

Article L. 5134-110 du code du travail

Article L. 5132-3-1 du code du travail

VOLET 1 DE LA CAOM (CUI EAV)
EMPLOIS D'AVENIR Secteur non Marchand
EMPLOIS D'AVENIR Secteur Marchand
CONTRAT UNIQUE D'INSERTION

Cadre réservé à l'administration					
_____	_____	_____	_____	_____	_____
dépt	année	n° ordre	avt renouvellement	avt modification	



en cours


ANNEXE À LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
CONCLUE ENTRE L'ÉTAT ET LE CONSEIL GÉNÉRAL

Applicable du _____ au 31 décembre de la même année. Si date d'échéance antérieure, la préciser : _____

LE CONSEIL GÉNÉRAL

Département : _____

Adresse : _____

Code postal : _____  _____

Commune : _____

N° SIRET : _____

Nom et qualité de la personne chargée du suivi de la convention : _____

DÉLÉGATION DE PRESCRIPTION

Organisme chargé de la prescription et de la signature des aides à l'insertion professionnelle : _____

☐ Pôle emploi : _____ N° SIRET : _____

☐ Autre organisme : _____

Adresse : _____

OBJECTIFS D'ENTRÉES EN EMPLOIS D'AVENIR

- Nombre total d'entrées prévues en EAV (secteur non marchand) pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : _____
(dont prolongations : _____)
Dont nombre d'entrées en EAV au taux majoré (_____ %) : _____ (dont prolongations : _____)
- Nombre total d'entrées prévues en EAV (secteur marchand) pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : _____
(dont prolongations : _____)
Dont nombre d'entrées en EAV au taux majoré (_____ %) : _____ (dont prolongations : _____)
- Nombre d'entrées prévues en EAV (secteur non marchand) financés en totalité par le département pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : _____ (dont prolongations : _____)
- Nombre d'entrées prévues en EAV (secteur marchand) financés en totalité par le département pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : _____ (dont prolongations : _____)

OBJECTIFS D'ENTRÉES EN CONTRATS UNIQUES D'INSERTION

- Nombre total d'entrées prévues en CUI-CAE (secteur non marchand) pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : _____
(dont prolongations : _____)
Dont nombre d'entrées en CUI-CAE (secteur non marchand) au taux majoré (_____ %) : _____ (dont prolongations : _____)
- Nombre total d'entrées prévues en CUI-CAE (secteur marchand) pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : _____
(dont prolongations : _____)
Dont nombre d'entrées en CUI-CAE (secteur marchand) au taux majoré (_____ %) : _____ (dont prolongations : _____)
- Nombre d'entrées prévues en CUI-CAE (secteur non marchand) financés en totalité par le département pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : _____ (dont prolongations : _____)
- Nombre d'entrées prévues en CUI-CAE (secteur marchand) financés en totalité par le département pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : _____ (dont prolongations : _____)

VOLET 2 DE LA CAOM (IAE)
INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

ANNEXE À LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
CONCLUE ENTRE L'ÉTAT ET LE CONSEIL GÉNÉRAL

Cadre réservé à l'administration					
dépt	année	n° ordre	avt renouvellement	avt modification	



LE CONSEIL GÉNÉRAL

Département : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Commune : _____
N° SIRET : _____
Nom et qualité de la personne suivie de la convention : _____

AIDES ATTRIBUÉES AUX ATELIERS ET CHANTIERS D'INSERTION FINANCÉS PAR LE DÉPARTEMENT

Nombre total d'entrées prévues pendant la durée de la convention : _____ salariés
dont ⁽¹⁾ : _____ BRSA
_____ Jeune -26 _____ Seniors _____ ASS _____ AAH _____ TH _____ 50 et + _____ DELD _____ Autres
Montant financier : _____, _____ € ⁽²⁾

AIDES ATTRIBUÉES AUX STRUCTURES D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (HORS ACI)

Entreprises (EI)

Nombre total d'entrées prévues pendant la durée de la convention : _____ salariés
dont ⁽¹⁾ : _____ BRSA
_____ Jeune -26 _____ Seniors _____ ASS _____ AAH _____ TH _____ 50 et + _____ DELD _____ Autres
Montant financier : _____, _____ € ⁽²⁾

Entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI)

Nombre total d'entrées prévues pendant la durée de la convention : _____ salariés
dont ⁽¹⁾ : _____ BRSA
_____ Jeune -26 _____ Seniors _____ ASS _____ AAH _____ TH _____ 50 et + _____ DELD _____ Autres
Montant financier : _____, _____ € ⁽²⁾

Associations intermédiaires (AI)

Nombre total d'entrées prévues pendant la durée de la convention : _____ salariés
dont ⁽¹⁾ : _____ BRSA
_____ Jeune -26 _____ Seniors _____ ASS _____ AAH _____ TH _____ 50 et + _____ DELD _____ Autres
Montant financier : _____, _____ € ⁽²⁾

⁽¹⁾ personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières.

⁽²⁾ Lorsque les objectifs d'entrées portent sur les Brsa en ACI, la participation financière correspond à 88% du montant forfaitaire mentionné au 2° de l'article L. 262-2 du code de l'action sociale et des familles applicable à une personne isolé par mois.

Le signataire représentant l'organe exécutif du département s'engage par la présente convention à :

- réserver le traitement des informations nominatives qui leur seront transmises par l'Agence de services et de paiement aux seules finalités de préparation et de conclusion du CUI ou de l'EAV ;
- mettre en œuvre des mesures de sécurité propres à assurer la confidentialité de ces informations ;
- garantir aux intéressés l'exercice de leurs droits d'accès et de rectification prévus aux articles 39 et 40 de la Loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Fait le : _____
Pour le Conseil Général (Signature et cachet)

Fait le : _____
Pour l'Etat (Signature et cachet)